

Mobilisation pour Mohamed et Tarek, réfugiés soudanais

Le sort de Tarek et Mohamed – deux jeunes réfugiés soudanais qui ont vécu cinq mois au centre de Pierrefitte-ès-Bois et sont menacés d'expulsion vers la Norvège – est toujours incertain (lire La Rep' des vendredi 16 et samedi 17 juin).

Ils étaient enfermés au centre de rétention administrative de Mesnil-Amelot (Seine-et-Marne) depuis mardi et le tribunal de Melun devait se prononcer, samedi, sur la prolongation de leur détention.

Samedi matin, le juge a rejeté le recours de Mohamed contre sa détention. Ce dernier doit donc rester au centre de rétention vingt jours supplémentaires. Il a demandé un recours en appel : l'audience a lieu demain. Quelques heures plus tard, Tarek, pour la même procédure mais avec un autre avocat et un autre juge, a été libéré.

Si la Cimade – association de solidarité active avec les migrants, les réfugiés et les demandeurs d'asile – s'est emparée du dossier depuis la semaine dernière, des habitants

commencent également à se mobiliser dans le Loiret, notamment les bénévoles du centre et le maire de Pierrefitte-ès-Bois, Ghislaine Beaudet. « Nous nous sentons concernés par ce qui arrive à ces deux hommes, charmants et brillants, que nous avons côtoyés, indique-t-elle. Nous espérons tous qu'on arrivera à convaincre que ces garçons sont faits pour rester en France. »

« Ils ont peur »

L'élue est consciente du travail difficile de la préfecture, « ça n'est pas facile de s'occuper de la répartition des migrants », mais elle a « l'impression d'une injustice. Tarek et Mohamed ont cru qu'ils pourraient rester en France. Ils ne supportent pas l'idée de, peut-être, devoir retourner dans leur pays. Ils ont peur. »

Ghislaine Beaudet a alerté le sénateur socialiste Jean-Pierre Sueur. Le vice-président de la commission des lois du Sénat devrait contacter la préfecture dès aujourd'hui pour évoquer la problématique. ■